



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

3C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet ENTERPRISE ARCHITECTURE SERVICES	
Solicitation No. - N° de l'invitation W3931-150107/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W3931-150107	Date 2016-02-05
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-616-29787	
File No. - N° de dossier 616zm.W3931-150107	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-02-16	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cayer, Natalie	Buyer Id - Id de l'acheteur 616zm
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1339 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS N° 001

L'objectif de la présente modification est le suivant :

Répondre aux questions 1 à 11 des soumissionnaires.

Modifier la demande de soumissions en conséquence.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q1	<p>Copie Word</p> <p>Le Canada peut-il transmettre une version Word de la demande de propositions afin que nous puissions préparer des grilles pour notre réponse?</p>
R1	<p>Le Canada ne fournira pas de version Word de la demande de propositions, mais peut fournir une version Word des pièces jointes 4.1 et 4.2 pour permettre aux soumissionnaires de préparer leurs réponses. Si un soumissionnaire souhaite recevoir une version Word de ces documents, il doit en faire la demande par courriel à l'autorité contractante.</p> <p>À noter, si le Canada a fourni aux soumissionnaires différents formats d'un même document (par exemple, si un document que l'on peut télécharger sur Achats et ventes existe également sur CD-ROM disponible via Achats et ventes), le format téléchargé sur Achats et ventes sera prépondérant. De plus, si le Canada publie une modification à la demande de soumissions pour réviser tout document fourni aux soumissionnaires selon différents formats, il ne mettra pas nécessairement à jour tous les formats pour tenir compte des révisions apportées. Il appartient au soumissionnaire de s'assurer que les différents formats utilisés pour la demande de soumissions tiennent compte des modifications apportées à la demande de soumissions et affichées sur Achats et ventes.</p>
Q2	<p>OA1 Exigences obligatoires de l'organisation</p> <p>L'architecture d'entreprise est une spécialité de notre organisation et nous avons une vaste expérience dans ce domaine. D'après notre expérience, la plupart des affectations d'architecture d'entreprise importantes nécessitent en général une à trois ressources, pas plus. L'État envisagerait-il de modifier le point (e)?</p> <p>Actuellement, l'exigence se lit comme suit :</p> <p>(e) avoir inclus un minimum de quatre (4) ressources œuvrant à titre d'architecte et possédant une habilitation de sécurité de niveau SECRET.</p> <p>L'État pourrait-il envisager de modifier cette exigence de la manière suivante :</p> <p>(e) avoir inclus un minimum de trois (3) ressources œuvrant à titre d'architecte et possédant une habilitation de sécurité de niveau SECRET.</p>
R2	<p>Nous acceptons une réduction du nombre de ressources exigées dans la pièce jointe 4.1, Exigences obligatoires de l'organisation, OA1 e) de quatre (4) à trois (3). Voir la modification 001.</p>

Q3	<p>Titulaires</p> <p>Les services sont-ils actuellement assurés par des fournisseurs ou l'ont-ils été au cours de la dernière année? Si oui, qui sont ces fournisseurs, quelles ont été les durées et les valeurs des contrats, et les fournisseurs sont-ils autorisés à présenter une soumission dans le cadre du présent besoin?</p>
R3	<p>Des services semblables à ceux décrits relativement au présent besoin sont fournis dans le cadre du contrat W6369-12P5TG/001/ZM avec DARE HR. Le contrat s'échelonne du 17 septembre 2012 au 16 septembre 2016, et sa valeur actuelle est de 2 491 650 \$. Aucun fournisseur qualifié n'est exclu du processus de soumission dans le cadre du présent besoin.</p>
Q4	<p>Attestation de sécurité</p> <p>Le ministère de la Défense nationale pourrait-il confirmer que les fournisseurs détenant une Attestation de sécurité d'installation de niveau SECRET sont qualifiés pour présenter une soumission dans le cadre de la présente demande de soumissions?</p>
R4	<p>En raison de la nature des travaux et des exigences relatives à la sécurité, l'Attestation de sécurité d'installation (ASI) de niveau TRÈS SECRET est requise. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la partie 6, paragraphe 6.1, Exigences en matière de sécurité; la partie 7, paragraphe 7.5, Exigences en matière de sécurité; et l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.</p>
Q5	<p>Architecte de l'entreprise</p> <p>En ce qui concerne les critères d'architecte d'entreprise, veuillez confirmer que la catégorie MB6 a été répétée par erreur.</p>
R5	<p>Il y a une erreur de numérotation à la catégorie MB : Architecte d'entreprise, niveau 3 - Curriculum vitae 1 : les critères devraient être numérotés de MB1 à MB8. Voir la modification 2</p>
Q6	<p>Architecte de l'information</p> <p>En ce qui concerne les critères d'architecte de l'information, veuillez confirmer que les catégories ME4 et ME5 ont été répétées par erreur.</p>
R6	<p>Il y a une erreur de numérotation à la catégorie ME : Architecte de l'information, niveau 3 : les critères devraient être numérotés de ME1 à ME9.</p>
Q7	<p>Architecte d'entreprise (sécurité)</p> <p>En ce qui concerne le critère MC3 d'architecte d'entreprise (sécurité), veuillez confirmer que l'expérience porte sur les cinq (5) dernières années, car il est indiqué à la fois « les 10 » et « les 5 » dernières années.</p>
R7	<p>À la pièce jointe 4.1, MC : Architecte d'entreprise (sécurité), niveau 3, MC3, le nombre d'années exact est de 10 ans. Veuillez consulter la modification 004.</p>
Q8	<p>Instructions aux soumissionnaires</p> <p>Veuillez confirmer que les fournisseurs ne sont pas tenus de procéder à la référence croisée de la page et du paragraphe dans la matrice des exigences obligatoires si le numéro de projet, la justification et un C.V. sont clairement indiqués dans la réponse à la référence croisée.</p>

R8	<p>Les références à l'information contenue dans la soumission doivent être données conformément à la partie 3, section 3.2 (a) (iii) :</p> <p>(iii) Justification de la conformité technique : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit justifier qu'il s'est conformé aux articles de la Pièce jointe 4.1, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition des exigences; mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux demandés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes. Si le Canada détermine que la justification n'est pas complète, le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la Pièce jointe 4.1, où les soumissionnaires doivent inclure l'endroit précis où se trouvent les documents d'accompagnement, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.</p>
Q9	<p>Soumission financière</p> <p>L'État a demandé 4 types de ressources œuvrant à titre d'architectes d'entreprise, et les compétences et qualifications de chacun, comme il est indiqué à la Pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation des soumissions. Cependant, à la section 4.2 – Barème de prix, l'État ne mentionne que trois catégories de ressources à évaluer dans le cadre de la réponse du soumissionnaire. L'architecte d'entreprise et l'architecte d'entreprise (sécurité) sont regroupés dans la catégorie Architecte d'entreprise. Selon notre expérience, les tarifs d'établissement des coûts de ces ressources sont différents. Nous demandons respectueusement à l'État de modifier le barème de prix et d'autoriser les répondants à fournir un prix pour chacune des quatre (4) catégories de ressources correspondant à chaque ensemble de compétences, pour la durée du contrat et pour les périodes optionnelles subséquentes.</p>
R9	<p>Pour qu'ils concordent avec les catégories de ressources des arrangements en matière d'approvisionnement (AA) des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) et pour ne pas complexifier la gestion des marchés en résultant, l'annexe B, Base de paiement et la Pièce jointe 4.2, Barème de prix ne seront pas modifiés.</p>
Q10	<p>Échelle internationale</p> <p>Les points MB6, MC6, MD4 et ME4 indiquent que les ressources doivent posséder au moins deux (2) années d'expérience dans l'utilisation d'une architecture de défense et que sont prises en compte à cet effet les expériences acquises dans les cadres d'architecture du ministère de la Défense des États-Unis (DODAF) et du ministère de l'architecture de la défense du Royaume-Uni (MODAF) équivalant au cadre d'architecture du MDN et des FC. Pour que le MDN puisse se prévaloir d'une expertise à l'échelle internationale, l'État pourrait-il modifier la section MA1 de manière à indiquer « au moins quatre (4) ressources œuvrant à titre d'architecte et possédant chacun une Attestation de sécurité de niveau SECRET ou l'équivalent dans le pays où la ressource a acquis cette expérience ».</p>
R10	<p>L'État juge acceptable une modification des exigences en matière de sécurité énoncées à la Pièce jointe 4.1, Exigences d'entreprise obligatoires, MA1 e) afin d'accepter les expériences équivalentes acquises dans d'autres pays. Voir la modification 001.</p>

Q11	Demande de prolongation La présente demande de propositions nécessite de recueillir les réponses de nombreuses ressources et de rédiger une réponse élaborée sur l'expérience d'entreprise. Par conséquent, la rédaction d'une proposition de qualité nécessite un peu plus de temps. Conjugué au fait qu'il existe actuellement un grand nombre de demandes de propositions du gouvernement du Canada ayant des dates de clôture similaires à celle de la présente demande de propositions, nous vous demandons que la date de clôture soit reportée d'une semaine afin de permettre aux soumissionnaires de préparer des propositions de qualité à l'intention du MDN.
R11	Le Canada accepte la demande de prolongation d'une (1) semaine.

MODIFICATIONS À L'INVITATION

LA DP EST MODIFIÉE COMME SUIV :

001	À la Pièce jointe 4.1, Exigences d'entreprise obligatoires, MA1 e) : SUPPRIMER : au complet. INSÉRER : Au moins trois (3) ressources œuvrant à titre d'architecte, possédant chacun une Attestation de sécurité de niveau Secret, ou l'équivalent dans le pays où l'expérience a été acquise.
002	À la Pièce jointe 4.1, Critères obligatoires en matière de ressources, MB : Architecte d'entreprise, niveau 3, les critères sont renumérotés de MB1 à MB8.
003	À la Pièce jointe 4.1, Critères obligatoires en matière de ressources, ME : Architecte de l'information, niveau 3, les critères sont renumérotés de ME1 à ME9.
004	À la Pièce jointe 4,1, MC3 : SUPPRIMER : au complet. INSÉRER : La ressource doit avoir acquis au cours des dix (10) dernières années au moins deux (2) années d'expérience manifeste dans la prestation, à un directeur ou à un directeur général, de conseils stratégiques et tactiques sur des activités de planification stratégique et des politiques complexes, lesquels conseils ont permis de résoudre des problèmes d'ordre opérationnel liés à la mise en œuvre de réseaux de niveau Secret.
005	À la page de couverture de l'invitation à soumissionner : SUPPRIMER : L'invitation prend fin à 14 h, le 16 février 2016. INSÉRER : L'invitation prend fin à 14 h, le 23 février 2016.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.